

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 MAI 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1339

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingtième jour d'avril 1906, l'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Beauce.—MM. Omer Genest, bourgeois, de Saint-Georges, dans le comté de Beauce, et Damase Bédard, marchand, de Sainte-Marguerite, dans le comté de Dorchester.

District de Montréal.—MM. Joseph Charles Wilson, tabacconiste, 1086, rue Ontario, Louis Joseph David Papineau, secrétaire général de l'Alliance Nationale, de la cité de Montréal, Casimir Allard, agent, de Verdun, et Georg Herbert Simpson, agent d'assurance, de la ville de Westmount, dans le comté d'Hochelaga.

District d'Ottawa.—M. W. George Mulligan, d'Aylmer, dans le comté d'Ottawa, propriétaire.

District de Saint-François.—MM. Samuel Dumoulin, Horace Edmore Baldwin, Nelson House et Charles Edgar Baldwin, cultivateurs, du canton Barford, dans le comté de Stanstead.

District de Saguenay.—M. Joseph Desgagné, médecin, de la paroisse des Eboulements, dans le comté de Charlevoix. 1683

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th MAY, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1340

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of April, 1906, to associate to the commission of the peace for the :

District of Beauce.—Messrs. Omer Genest, gentleman, of Saint Georges, in the county of Beauce, and Damase Bédard, merchant, of Sainte Marguerite, in the county of Dorchester

District of Montreal.—Messrs. Joseph Charles Wilson, tabacconist, 1086, Ontario street, Louis Joseph Papineau, general secretary of l'Alliance Nationale, of the city of Montreal, Casimir Allard, agent, of Verdun, and George Herbert Simpson, insurance agent, of the town of Westmount, in the county of Hochelaga.

District of Ottawa.—Mr. W. George Mulligan, of Aylmer, in the county of Ottawa, proprietor.

District of Saint Francis.—Messrs. Samuel Dumoulin, Horace Edmore Baldwin, Nelson House and Charles Edgar Baldwin, farmers, of the township Barford, in the county of Stanstead.

District of Saguenay.—Mr. Joseph Desgagné, physician, of the parish of des Eboulements, in the county of Charlevoix. 1684

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 30 avril 1906, de nommer M. Joseph Gagné, auditeur de la municipalité de Sayabec, comté de Matane, en vertu de l'article 177 du code municipal. 1677

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-unième jour d'avril 1906, de nommer William A. MacCord, de la cité de New-Bedford, dans l'état de Massachusetts, un des états d'Amérique, écuyer, avocat, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 1679

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt et unième jour d'avril 1906, de nommer M. Louis Joseph Turgeon, agent des terres et maire de Saint-Philémon, dans le comté de Bellechasse, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province. 1680

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-sixième jour d'avril 1906, de nommer M. Francis E. Devlin, médecin, assistant-surintendant médical de l'Asile Saint-Jean de Dieu, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Montréal. 1681

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-sixième jour d'avril 1906, de nommer M. Flavien Coulombe, notaire, de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean, percepteur du revenu de la province, pour le district du Lac Saint-Jean Ouest, comprenant les cantons Racine, Dolbeau, Pelletier, Albanel, Girard, Normandin, Dufferin, Parent, Demeules, Ashuapmouchouan, Ouitatchouan, Roberval, Ross, et tout ce territoire dans le comté du Lac Jean, situé (nord du Lac Saint-Jean), à l'ouest de la Rivière Petite Péribonca, (ouest et sud du Lac), à l'ouest des cantons ci-dessus décrits.

M. Joseph Girard, cultivateur, d'Hébertville, dans le comté du Lac Saint-Jean, percepteur du revenu de la province pour le district du Lac Saint-Jean Est, comprenant les cantons Taillon, Ta guay, Petit, Jogues, Garnier, Delisle, l'Isle d'Alma, Signai, Labarre, Mesy, Caron, Saint-Hilaire, Deguen, Augmentation de Deguen, Malherbe, Métabethouan, Crespieul, Dablon, Déchène et Charlevoix, et tout ce territoire dans le comté du Lac Saint-Jean, situé (nord du Lac Saint-Jean) à l'est de la Rivière Petite Péribonca, et (sud du Lac) à l'est et au sud des cantons Mésey, Saint-Hilaire, Augmentation de Deguen et Malherbe. 1693

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 30th of April, 1906, to appoint Mr. Joseph Gagné, auditor of the municipality of Sayabec, county of Matane, in virtue of article 177 of the municipal code. 1678

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of April, 1906, to appoint William A. MacCord, of the city of New Bedford, in the commonwealth of Massachusetts, in the united states of America, esquire, attorney at law, a commission to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec. 1680

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of April instant, 1906, to appoint Mr. Louis Joseph Turgeon, Crown lands agent and mayor of Saint Philémon, in the county of Bellechasse, a justice of the peace, in virtue of the provisions of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the whole province. 1681

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of April, 1906, to appoint Mr. Francis E. Devlin, physician, assistant superintendent of the Asylum of Saint John of God, justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Montreal. 1682

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of April, 1906, to appoint Mr. Flavien Coulombe, notary, of Saint Félicien, county of Lake Saint John, provincial revenue collector for the district of Lake Saint John West, comprising the townships Racine, Dolbeau, Pelletier, Albanel, Girard, Normandin, Dufferin, Parent, Demeules, Ashuapmouchouan, Ouitatchouan, Roberval, Ross, and all that territory in the county of Lake Saint John, situate (north of Lake Saint John), to the west of the Little Peribonca River (west and south of the Lake), to the west of the townships hereinabove described.

Mr. Joseph Girard, farmer, of Hébertville, in the county of Lake Saint John, provincial revenue collector for the district of Lake Saint John East, comprising the townships Taillon, Tanguay, Petit, Jogues, Garnier, Delisle, l'Isle d'Alma, Signai, Labarre, Mesy, Caron, Saint Hilaire, Deguen, Augmentation de Deguen, Malherbe, Métabethouan, Crespieul, Dablon, Déchène and Charlevoix, and all that territory in the county of Lake Saint John, situate (north of Lake Saint John), to the east of the Little Peribonca River, and (south of the Lake), to the east and south of the townships Mésey, Saint Hilaire, Augmentation de Deguen and Malherbe. 1694

Proclamations

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTÉ
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

Proclamations

Canada, Province of Québec. } L. A. JETTÉ
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Procureur-Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article

5662 tel qu'amendé des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction de l'honorable Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1° Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

2° Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3° Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désigné en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Attorney General.

WHEREAS in virtue of the provisions of article 5662

as amended of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and]

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, remains of record in his office

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, co wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by

proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, de la partie de la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre et de la partie de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, dans le comté de Matane, comprises dans la seigneurie du Lac Matapédia, premier district d'enregistrement du comté de Rimouski.

ET ATTENDU que les dit plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que des copies des dits plan et livre de renvoi certifiées par le dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la première division d'enregistrement du comté de Rimouski, et restent ouvertes à l'inspection public, pendant les heures de bureau, savoir: de puis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à

such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, of Our province of Quebec, has caused to be prepared under his superintendance, a plan and book of reference of the parish of Saint-Pierre du-Lac, of the part of the parish of Saint-Benoit Joseph Labre and of the part of the parish of Sainte Marie de Sayabec, in the county of Matane, comprised in the seignory of Lake Matapédia, first registration division of the county of Rimouski.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS copies of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the office of the registrar of the registration division of the first registration division of the county of Rimouski, and there remain, open to the inspection of the public, during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of

celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le DIX-HUITIÈME jour du mois de MAI courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement, relativement à la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, de la partie de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre, de la partie de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, dans le comté de Matane, comprises dans la seigneurie du lac Matapédia, premier district d'enregistrement du comté de Rimouski, faisant partie de la dite division d'enregistrement.

A CES CAUSES, Nous déclarons par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit DIX-HUITIÈME jour du mois de MAI courant, les dispositions de l'article 2168 du code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement, relativement à la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac de la partie de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph Labre et de la partie de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, dans le comté de Matane, comprises dans la seigneurie du lac Matapédia, premier district d'enregistrement du comté de Rimouski.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit DIX-HUITIÈME jour du mois de MAI courant, à peine de perdre la priorité conférée par le dit code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1711

Canada, }
Province de Québec. }
L. S. }
L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois d'AVRIL mil

the said article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the EIGHTEENTH day of the month of MAY instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division relating to the parish of Saint Pierre du Lac, of the part of the parish of Saint Benoit Joseph Labre, of the part of the parish of Sainte Marie de Sayabec, in the county of Matane, comprised in the seigniorie of Lake Matapédia, first registration division of the county of Rimouski, forming part of the said registration division.

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said EIGHTEENTH day of the month of MAY instant, the provisions of article 2168 of the civil code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division relating to the parish of Saint Pierre du Lac, of the part of the parish of Saint Benoit Joseph Labre and of the part of the parish of Sainte Marie de Sayabec, in the county of Matane, comprised in the seigniorie of Lake Matapédia, first registration division of the county of Rimouski.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said EIGHTEENTH day of the month of MAY instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said civil code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SECOND day of MAY in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1712

Canada, }
Province of Québec. }
[L. S.] }
L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of APRIL,

neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACREZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,
L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

51

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675^{qq} des statuts refondus de la province de Québec.

AUGUSTE TESSIER,
Ministre de l'Agriculture.
1695

Québec, 2 mai 1906.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trentième jour d'avril 1906, incorporant MM. Edmund William Tobin, marchand de bois, Leonard Elie Chamberlain, marchand, John Patrick Tobin, comptable, Richard Tobin et Philibert Morin, tous deux contre-maîtres, de la ville de Bromptonville, dans les buts suivants, savoir : faire à Bromptonville susdit et autres endroits dans la province de Québec, des affaires de commerce en général dans toutes ses branches, faire le commerce de poisson, de viande et de provisions, et en général de faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Tobin Store Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Son principal bureau d'affaires dans la province de Québec, sera dans la ville de Bromptonville.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de mai 1906.

JOS. BOIVIN,
Sous secrétaire de la province.

one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,
L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

125

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Saint Hilaire, county of Rouville, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675^{qq} of the revised statutes of the province of Quebec.

AUGUSTE TESSIER,
Minister of Agriculture.
1696

Quebec, 2nd May, 1906.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1906, incorporating Messrs. Edmund William Tobin, lumber merchant, Leonard Elie Chamberlain, merchant, John Patrick Tobin, accountant, Richard Tobin and Philibert Morin, both foremen, of the town of Bromptonville, for the following purposes, viz : to carry on at Bromptonville aforesaid, and at other places in the province of Quebec, a general trading business in all its branches, to deal in fish, meat and provisions, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Tobin Store Company," with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000), divided into two hundred and fifty (250) shares, of one hundred dollars (\$100) each.

Its principal place of business in the province of Quebec, shall be in the town of Bromptonville.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this second day of May, 1906.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trentième jour d'avril 1906, incorporant MM. Joseph Alfred Labelle, avocat, de la cité de Montréal, Félix Labelle, entrepreneur, Napoléon Plouffe, médecin, J. Emile Leonard, avocat, et Philias Labelle, rentier, ces derniers du village de Sainte-Rose, pour les fins suivantes, savoir: l'établissement d'un cercle social pour l'amusement et le délassement des membres qui en formeront partie, sous le nom de "The Sainte-Rose Social Club", avec un fonds social de deux mille cinq cents piastres (\$2,500) divisé en cent (100) actions de vingt-cinq piastres (\$25) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province de Québec, sera dans le village de Sainte-Rose.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de mai 1906.

1713 JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 3 mai 1906.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les règlements suivants soient mis en force, conformément aux dispositions de la section 11 de la loi sur les transferts d'actions, 6 Edouard VII, ch. 12:

1. Toute personne résidant dans la province de Québec et y faisant un commerce de courtier, de toute nature et description, et qui n'est membre d'aucune bourse, doit produire au bureau du percepteur de la taxe sur le commerce d'actions, si c'est dans le district de Montréal, et au bureau du percepteur du revenu de la province qu'il appartient, dans tout autre district du revenu, chaque lundi de l'année, un état détaillé de toutes ses transactions de la semaine qui précède immédiatement tel lundi.

2. Dans tous les cas où la taxe imposée par l'acte de cette province, 6 Edouard VII, ch. 12, ne peut pas se payer en apposant les timbres requis sur le bon, l'obligation, le certificat, le scrip ou la valeur, ou dans les livres de la corporation ou compagnie, selon le cas, un état de chaque opération qui tombe sous le coup de la dite loi devra être dressé par la personne ou le courtier la faisant, et les timbres requis devront être apposés sur cet état, lequel devra être livré au client.

1715 WM. LEARMONTH,
Greffier intérimaire du conseil exécutif.

No 372.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles de Mandeville, dans le comté de Maskinongé, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace, les numéros 701, 702 et 703, et de la municipalité scolaire de Peterborough, dans le même comté, les lots du 1er rang du canton de Peterborough, ayant au cadastre officiel de ce canton le No 1a et les numéros suivants jusqu'à 4 inclusivement, le No 17 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, le rang de la concession sud ouest Mandeville, le rang D nord-est Mandeville, les lots du 2e rang du canton Peterborough, ayant le numéro 6 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, les lots du 3e rang du canton de Peterborough, ayant le numéro 12 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, et d'annexer tous ces lots à la municipalité scolaire de Saint-Didace, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1649,2

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1906, incorporating Messrs. Joseph Alfred Labelle, advocate, of the city of Montreal, Felix Labelle, contractor, Napoléon Plouffe, physician, J. Emile Leonard, advocate, and Philias Labelle, rentier, these latter of the village of Sainte Rose, for the following purposes, namely: the establishment of a social circle for the amusement and recreation of the members who will form part of it, by the name of "The Sainte Rose Social Club", with a capital stock of two thousand five hundred dollars (\$2,500.00), divided into one hundred (100) shares of twenty five dollars (\$25 00) each.

The company's head office in the province of Quebec, will be in the village of Sainte Rose.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this second day of May, 1906.

1714 JOS. BOIVIN,
Assistant Provincial Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 3rd May, 1906.

Present: The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following regulations be put into force, according to the provisions of section 11 of the stock transfer tax act, 6 Edward VII, chap. 12:

1. Every person and broker residing in the province of Quebec, and doing a brokerage business of any kind and description therein, who is not a member of any existing stock exchange, shall file with the stock tax collector, if in the district of Montreal, and with the proper collector of provincial revenue in all other revenue districts every Monday in the year, a detailed statement of all the brokerage transactions of the week immediately preceding such Monday.

2. In all cases where the stamp tax imposed by the act of this province, 6 Edward VII, ch. 12, cannot be paid by the affixing of the required stamps upon the bond, debenture, certificate, scrip or security, or in the books of the corporation or company, as the case may be, a statement is to be drawn up of each transaction coming under the said law by the person or broker making such transaction, and the required stamps shall be affixed to such statement, which is to be delivered to the customer.

1716 WM. LEARMONTH,
Acting Clerk Executif Council.

No. 372.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Charles de Mandeville, county of Maskinongé, the lots having, on the official cadastre of the parish of Saint Didace, the numbers 701, 702 and 603, and of the school municipality of Peterborough, in the same county, the lots of the first range of the township of Peterborough, having on the official cadastre of this township the No. 1a and the following numbers to 4 inclusively, the No. 17 and the following numbers up to 34 inclusively, the range of the south west concession Mandeville, the range D north east Mandeville, the lots of the 2nd range of the township Peterborough, having the number 6 and the following numbers to 34 inclusively, the lots of the 3rd range of the township of Peterborough, having the number 12 and the following numbers to 34 inclusively, and to annex these lots to the school municipality of Saint-Didace, in the same county.

This annexation, if authorized shall take effect only on the first of July next, 1906. 1650

No 812.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Taché", les six premiers rangs du canton Taché, comté de Chicoutimi, y compris les rangs est et ouest du même canton.

Cette érection, si elle autorisée, ne devra prendre effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1593.2

No 500.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Elizabeth, dans le comté de Joliette, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Elizabeth, les Nos 123 et suivants jusqu'à 134, inclusivement, les numéros 137, 138, 139, 140 et 141 et la partie du lot ayant au même cadastre le No 233, appartenant à Wilfrid Lafond, contenant 22½ arpents en superficie, et d'annexer ces lots et partie de lot à la municipalité scolaire de Saint-Thomas, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1619.2

No 625.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'annexion d'une municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Lynch, dans le comté de Montcalm, à celle de "L'Ascension", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1615.2

No 3268.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Albert de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, les lots du neuvième rang du canton de Warwick, ayant les numéros 6, 7 et 8 et les lots du onzième rang du même canton, ayant les numéros 9, 10, 11 et 12, et d'annexer ces lots à la municipalité scolaire de Saint-Valère de Bulstrode, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devra prendre effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1617.2

No 1372.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Rémi-d'Amherst, comté d'Ottawa, les lots du 7e rang du canton d'Amherst, ayant les numéros 25 et suivants jusqu'à 41 inclusivement, ceux du 8e rang de ce canton ayant les numéros 20 et suivants jusqu'à 41 inclusivement; ceux du 9e rang du même canton ayant les numéros 24 et suivants jusqu'à 41 inclusivement;

De détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, les lots ayant les numéros 26 et suivants jusqu'à 36 inclusivement, du premier rang des cantons de Salaberry et Grandisson; ceux ayant les numéros 24 et suivants jusqu'à 31 inclusivement, du 2e rang de ces deux cantons, et les lots ayant le numéro 1 et suivants jusqu'à 12 inclusivement, de la subdivision du canton Salaberry;

No. 812.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality under the name of "Taché", the six first ranges of the township Taché, county of Chicoutimi, comprising therein the east and west ranges of this latter township.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1594

No. 500.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Elizabeth, in the county of Joliette, the lots having on the official cadastre of the parish of Sainte Elizabeth, the numbers 123 and following to 134, inclusively, the numbers 137, 138, 139, 140 and 141, and the part of lot having on the same cadastre the No. 233, belonging to Wilfrid Lafond, containing 22½ arpents in area, and to annex these lots and part of lot to the school municipality of Saint Thomas, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1620

No. 625.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the annexation of a school municipality.

Application is made to annex the school municipality of Lynch, in the county of Montcalm, to that of "L'Ascension", in the same county.

This annexation, if it is authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1616

No. 3268.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Albert de Warwick, county of Arthabaska, the lots of the ninth range of the township of Warwick, having the numbers 6, 7 and 8, and the lots of the eleventh range of the same township, having the numbers 9, 10, 11 and 12, and to annex these lots to the school municipality of Saint Valère de Bulstrode, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1618

No. 1372.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Remi d'Amherst, county of Ottawa, the lots of the 7th range of the township of Amherst, having the numbers 25 and following to 41 inclusively, those of the 8th range of this township having the numbers 20 and following to 41 inclusively, those of the 9th range of the same township having the numbers 24 and following to 41 inclusively;

To detach from the school municipality of Saint Jovite, county of Terrebonne, the lots having the numbers 26 and following to 36 inclusively, of the first range of the townships of Salaberry and Grandisson, those having the numbers 24 and following to 31 inclusively, of the second range of these two townships, and the lots having the numbers 1 and following to 12 inclusively, of the subdivision of the township de Salaberry;

Et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire sous le nom de "Coupalville".

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1647.2

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, par John Fair, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu William McLennan, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.
1645-2



PROVINCE DE QUÉBEC

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 24 mars 1906.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente "enchère, au bureau du Ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le JEUDI, 21 JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

Bloc A.

Rang 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Rang 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Rang 4.—10 à 14, chacune 50 m. ; ½ N. de 15, 25 m. ; partie nord de ½ N. de 16, 15½ m. ; ½ S. de 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; ½ N. de 20, 24½ m. ; ½ S. de 20, 27½ m.

Rang 5.—13 à 23, chacune 50 m.

Rang 6.—½ N. de 10, 25 m. ; ½ N. de 11, 25 m. ; 13 à 16 et 20 à 23, chacune 50 m.

Rang 7.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.

Rang 8.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.
Rivière du Lièvre, branche N. O., Nos 7 et 8, chacune 50 m.

Rivière du Lièvre, branche du milieu, No 7, 40 m. ; No 8, 30 m. ; No 9, 65 m.

Haute Gatineau, 1, 2 et 3, chacune 45 m. ; 4 et 5, chacune 50 m. ; 6, 42 m. ; 7, 8 et 9, chacune 25 m. ; 10, 50 m. ; 11, 35 m. ; 12 à 20, chacune 50 m. ; 21, 70 m. ; 22 à 30, chacune 50 m. ; 31, 60 m. ; 32 à 37, 50 m. chacune.

SAINT-MAURICE.

Manouan 8 sud, 30 m. ; 9 sud, 21 m. ; Haut Saint-Maurice, 15, 60 m. ; 16, 38 m. ; 28, 62 m. ; 29, 35 m. ; 30, 30 m. ; 31 et 35 à 43, chacune 50 m. ; 44, 49 m. ; 45 à 66 chacune 50 m.

SAINT-CHARLES.

Rivière du Moulin 4, 12 m. ; rivières aux Ecorces et au Canot, 39 m. ; rivière aux écorces 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; rivière au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

LAC SAINT-JEAN OUEST.

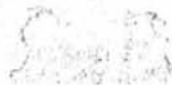
Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4, 2½ m. ; canton Déchène, 18 m.

And to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Coupalville."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1648

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by John Fair, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late William McLennan, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, district of Montreal, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.
1646



PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 24th March, 1906.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands and Forests, in this city, on THURSDAY, 21st day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

UPPER OTTAWA.

Bloc A.

Range 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Range 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Range 4.—10 to 14, 50 m. each ; N. ½ of 15, 25 m. ; north part of N. ½ of 16, 15½ m. ; S. ½ of 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; N. ½ of 20, 24½ m. ; S. ½ of 20, 27½ m.

Range 5.—13 to 23, 50 m. each.

Range 6.—N. ½ of 10, 25 m. ; N. ½ of 11, 25 m. ; 13 to 16 and 20 to 23, 50 m. each.

Range 7.—N. ½ and S. ¼ of 6 to 13, 25 m. each.

Range 8.—N. ½ and S. ¼ of 6 to 13, 25 m. each.
River du Lièvre, N. W. branch, Nos. 7 and 8, 50 m. each.

River du Lièvre, middle branch, No. 7, 40 m. ; No. 8, 30 m. ; No. 9, 65 m.

Upper Gatineau, 1, 2 and 3, 45 m. each ; 4 and 5, 50 m. each ; 6, 42 m. ; 7, 8 and 9, 25 m. each ; 10, 50 m. ; 11, 35 m. ; 12 to 20, 50 m. each ; 21, 70 m. ; 22 to 30, 50 m. each ; 31, 60 m. ; 32 to 37, 50 m. each.

SAINT MAURICE.

Manouan 8, south, 30 m. ; 9, north, 21 m. ; Upper Saint Maurice, 15, 60 m. ; 16, 38 m. ; 28, 62 m. ; 29, 35 m. ; 30, 30 m. ; 31 and 35 to 43, 50 m. each ; 44, 49 m. ; 45 to 66, 50 m. each.

SAINT CHARLES.

River du Moulin, 4, 12 m. ; rivières aux Ecorces and au Canot, 39 m. ; river aux Ecorces, 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; river au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba, 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Dablon, ranges 2, 3 and 4, 2½ m. ; township Déchène, 18 m.

LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénogami, No 2, 2 m.

SAGUENAY.

Rivière Malbaie, No 17, 37 m. ; canton Callières, 14 m. ; arrière canton Callières, 18 m. ; Saguenay Ouest 1a, 10 m., partie de Saguenay, 3 et 4 ouest, 49 m. ; Bergeronnes 1 est, 25 m. ; rivière Sainte-Marguerite, No 87, 24½.

Rivière Manicouagan : 8, 9, 13 à 28, chacune 50 m.

Rivière aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 à 13, chacune 50 m.

Sault au Cochon : 1 est, 30 m. ; 2 est, 36 m. ; 3 est, 41 m. ; 4 est, 33 m. ; 4a est, 39 m. ; 5 est, 40 m. ; 5a est, 39 m. ; 6 est, 60 m. ; 7 est, 55 m. ; 8 est, 46 m. ; 9 est, 65 m. ; 10 est, 68 m. ; 2 ouest, 55 m. ; 3 ouest, 50 m. ; 4 ouest, 33 m. ; 5 ouest, 38 m. ; 6 ouest, 60 m. ; 7 ouest, 64 m.

Rivière Magpie : A, 52 m. ; B, 42.

Rivière Natashquan : 1 à 4, chacune 50 m.

Rivière Piashte Bay : 1 à 8, chacune 25 m.

Rivière Saint-Augustin : 1 à 8, chacune 25 m.

Ruisseaux Vachon et Iles de Mai, 60 m.

GRANDVILLE.

Canton Bégon, No 14, 2½ m.

SAINT-LAURENT DE MATAPEDIA.

Canton Assemetsuagan, 63 m. ; canton Ristigouche, rangs de la rivière 2 et 3, 1½ m.

RIMOUSKI EST.

Rivière Cap-Chat : 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. ; rivière Matane A, 48 m.

RIMOUSKI OUEST.

Canton Macpès, rangs 7 à 9, 5 m.

BONAVENTURE OUEST.

Canton Carleton, rangs 5 et 6, 3½ m.

GASPÉ OUEST.

Rivière Sainte-Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

GASPÉ EST.

Grande rivière : T, 39 m.

GASPE CENTRE.

Rivière Saint-Jean : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée.

A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en vigueur ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au Département des Terres et Forêts, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

LAKE SAINT JOHN EAST.

Township Kenogami No. 2, 2 m.

SAGUENAY.

River Malbaie, No. 17, 37 m. ; township Callières, 14 m. ; rear township Callières, 18 m. ; Saguenay West, 1a, 10 m. ; part of Saguenay 3 and 4 west, 49 m. ; Bergeronnes 1 east, 25 m. ; river Sainte Marguerite, No. 87, 24½.

River Manicouagan : 8, 9, 13 to 28, each 50 m.

River aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 to 13, each 50 m.

Sault au Cochon : 1 east, 30 m. ; 2 east, 36 m. ; 3 east, 41 m. ; 4 east, 33 m. ; 4a east 39 m. ; 5 east, 40 m. ; 5a east, 39 m. ; 6 east, 60 m. ; 7 east, 55 m. ; 8 east, 46 m. ; 9 east, 65 m. ; 10 east, 68 m. ; 2 west, 55 m. ; 3 west, 50 m. ; 4 west, 33 m. ; 5 west, 38 m. ; 6 west, 60 m. ; 7 west, 64 m.

River Magpie : A, 52 m. ; B, 42 m.

River Natashquan : 1 to 4, each 50 m.

River Piashte Bay : 1 to 8, each 25 m.

River Saint Augustin : 1 to 8, each 25 m.

Vachon and May Islands brooks, 60 m.

GRANDVILLE.

Township Bégon No. 14, 2½ m.

SAINT LAURENT DE MATAPEDIA.

Township Assemetsuagan, 63 m. ; township Ristigouche, river ranges 2 and 3, 1½ m.

RIMOUSKI EAST.

River Cap Chat, 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. ; river Matane A, 48 m.

RIMOUSKI WEST.

Township Macpès, ranges 7 to 9, 5 m.

BONAVENTURE WEST.

Township Carleton, ranges 5 and 6, 3½ m.

GASPE WEST.

River Sainte Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

GASPE EAST.

Grande rivière : T, 39 m.

GASPE CENTRE.

River Saint John : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are open for inspection in the Department of Lands and Forests, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,
Ministre des Terres et Forêts.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

ADELARD TURGEON
Minister of Lands and Forests.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in both english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in

des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1341

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session

the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover: no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1342

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preced,

précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des traîna de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer des raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquelles ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas

ing Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with

redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

1343

Avis Divers

AVIS.

Une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer de Joliette & Brandon sera tenue au bureau de la compagnie, 7, Place d'Armes, Montréal, mardi, le vingt-deux mai courant (1906), à midi, aux fins suivantes : 1° Pour considérer s'il est opportun de louer le chemin de fer, la propriété et les franchises de la dite compagnie à "The Canadian Pacific Railway Company", et si oui, pour approuver les termes, conditions et la forme de tel bail ; 2° Pour considérer et décider l'opportunité de créer une émission de débetures avec première hypothèque, et si telle émission de débetures est décidée, alors pour en fixer respectivement le montant, le taux d'intérêt ou autres termes auxquels telles débetures seront émises, et aussi pour autoriser et approuver la forme de l'hypothèque, s'il y a lieu, à être donnée pour garantir le paiement des dites débetures.

Par ordre du bureau de direction.

M. S. LONERGAN,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 3 mai 1906.

1687

this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

1344

Miscellaneous Notices

NOTICE.

A special general meeting of the shareholders of the Joliette and Brandon Railway Company will be held at the office of the Company, 7, Place d'Armes, Montreal, on Tuesday, the twenty second day of May instant (1906), at the hour of twelve o'clock noon, for the following purposes, that is to say : 1. To consider whether it is expedient to lease the company's railway property and appurtenances to the Canadian Pacific Railway Company, and if so, to approve of the terms and conditions and form of such lease ; 2. To consider and decide upon the expediency of creating an issue of first mortgage bonds, and if an issue of bonds be decided upon, then to fix the respective amount thereof, the rate of interest and other terms upon which they shall be issued, and also to authorize and to approve the form of a mortgage, if any, to be given to secure payment of the said bonds.

By order of the board.

M. S. LONERGAN,
Secretary treasurer.

Montreal, 3rd May, 1906.

1688

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 383.

Arsénie Bachand, des cité et district de Montréal,
 a, le 13 avril 1905, intenté une action en séparation
 de biens contre Charles Séguin, peintre de Montréal.

1629.2 CINQMARS & CINQMARS.

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. }
 Dame Délina Rondeau a, ce jour, inistitué une
 action en séparation de biens contre son mari,
 Joseph Dubuque, cultivateur, de Marieville, district
 de Saint-Hyacinthe.

L. P. FOURNIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 9 avril 1906. 1501-3

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 78.

Dame Philomène Delorme, actuellement de la ville
 de Victoriaville, épouse commune en biens de
 Honoré Lambert, de Saint-Médard de Warwick,
 duement autorisée aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Honoré Lambert, cultivateur, de Saint-
 Médard de Warwick, Défendeur.
 Une action en séparation de corps a été, ce jour,
 intentée contre le dit défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 17 avril 1906. 1529-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 269.

Dame Annie M. Grose, épouse de Alfred Brittain,
 des cité et district de Montréal, ingénieur civil,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Alfred Brittain, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, contre le défendeur.

STEPHENS & HARVEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1906. 1585.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 2840.

Dame Alvanée Brunet, des cité et district de Mont-
 réal, épouse commune en biens de Joseph L. E.
 Dussault, et dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Joseph L. E. Dussault, du même lieu,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 intentée par la demanderesse contre le défendeur.

ARTHUR LARAMEE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 21 avril 1906. 1597.2

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 75.

Chrysostôme Houle, cultivateur, de la paroisse de
 Saint-Albert de Warwick, Demandeur ;

vs.

Mary Auger, épouse du dit Chrysostôme Houle, du
 même lieu, dûment autorisée aux présentes,
 Défenderesse ;

Une action en séparation de corps a été, ce jour,
 instituée en cette cause contre la dé enderesse.

PERRAULT & PERRAULT,

Procureurs du demandeur.

Arthabaska, 14 avril 1906. 1527-3

Province of Quebec. }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 383.

Arsénie Bachand, of the city and district of Mon-
 treal, has, on the 13th April, 1905, instituted an
 action for separation as to property against Charles
 Séguin, painter, of the same place.

1630 CINQMARS & CINQMARS.

Province of Quebec, }
 District of Saint-Hyacinth }
 Dame Delima Rondeau, has, this day, instituted
 an action for separation as to property against her
 husband, Joseph Dubuque, farmer, of Marieville,
 district of Saint Hyacinth.

L. P. FOURNIER,

Attorney for plaintiff,

Saint Hyacinth, 9th avril 1906. 1502

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 78.

Dame Philomène Delorme, actually in the city of
 Victoriaville, wife common as to property of
 Honoré Lambert, of Saint-Médard de Warwick,
 duly authorized to the presents,
 Plaintiff ;

vs.

The said Honoré Lambert, farmer, of Saint-Médard
 de Warwick, Defendant.
 An action for separation from bed and board has,
 this day, been instituted against the defendant in
 that case,

PERRAULT & PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 17th April 1906. 1530

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 269.

Dame Annie M. Grose, wife of Alfred Brittain, of
 the city and district of Montreal, civil engineer,
 Plaintiff ;

vs.

The said Alfred Brittain, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted against defendant.

STEPHENS & HARVEY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th April, 1906. 1586

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2840.

Dame Alvanée Brunet, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Joseph
 L. E. Dussault, and duly authorized to appear in
 judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

Joseph L. E. Dussault, of the same place,
 Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted by the plaintiff against the de-
 fendant.

ARTHUR LARAMEE,

Attorney for plaintiff,

Montreal, 14th April, 1906. 1598

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 75.

Chrysostôme Houle, farmer, of the parish of Saint
 Albert de Warwick, Plaintiff ;

vs.

Mary Auger, wife of the said Chrysostôme Houle,
 of the same place, duly authorized to the presents,
 Defendant.

An action for separation from bed and board
 has been taken by the plaintiff against the defendant,
 this day.

PERRAULT & PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 14th April, 1906. 1528

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2817.

Dame Eugénie Catherine Valiquet, épouse commune en biens de Collins A. Stevens, des cité et district de Montréal, commisa, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

STEPHENS & HARVEY,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1906. 1607.2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
No 29.

Dame Mathilda Boislard, épouse commune en biens de Gédéon Vallières, de la paroisse de Sainte-Anastasia de Nelson, cultivateur ; la dite Mathilda Boislard, demeurant actuellement et temporairement en la ville de Victoriaville, dûment autorisée aux fins des présentes. Demanderesse ;

vs.

Le dit Gédéon Vallières, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée contre le défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 14 février 1906. 1525.3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1963.

Marie Ruhlmann, actuellement de la cité de Québec, épouse commune en biens de Joseph Loschy, dûment autorisée à ester en justice par la cour, Demanderesse ;

vs

Joseph Loschy, autrefois de la cité de Québec, actuellement de lieux inconnus, Défendeur.
Une action en séparation de corps et biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

BEDARD, ROY & CHALOULT,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 10 avril 1906. 1479.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3208.

Dame Victoria Juillet, épouse de Avila Berthiaume, entrepreneur menuisier, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Avila Berthiaume, entrepreneur menuisier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

LOUIS ST JEAN,
Député protonotaire.

P. R. DU TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 30 mars 1906. 1467.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2597.

Dame Graziella Bilodeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Ernest Berthiaume, du même lieu, entrepreneur plombier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Joseph Ernest Berthiaume, des cité et district de Montréal, entrepreneur plombier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 15e jour de mars 1906, contre le défendeur.

LOUIS ST-JEAN,
Député protonotaire.

P. R. DU TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 mars 1906. 1469.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2817.

Dame Eugénie Catherine Valiquet, wife common of Collins A. Stevens, of the city and district of Montreal, clerk, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

STEPHENS & HARVEY,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th April, 1906. 1608

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
No. 29.

Dame Mathilda Boislard, wife common as to property of Gédéon Vallières, of the parish of Sainte-Anastasia de Nelson, farmer ; the said Mathilda Boislard, living actually and temporarily in the city of Victoriaville, duly authorized to these presents, Plaintiff ;

vs.

The said Gédéon Vallières, Defendant.
An action for separation from bed and board has been, this day, instituted against the defendant in that case.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 14th February, 1906. 1526

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 1963.

Marie Ruhlmann, now of the city of Quebec, wife common as to property of Joseph Loschy, duly authorized to sue by the court, Plaintiff ;

vs

Joseph Loschy, heretofore of the city of Quebec, now of parts unknown, Defendant.
An action for separation as to bed and board has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

BEDARD, ROY & CHALOULT,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 10th April, 1906. 1480

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3208.

Dame Victoria Juillet, wife of Avila Berthiaume, joiner undertaker, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

Avila Berthiaume, joiner undertaker, of the city and district of Montreal, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

LOUIS ST. JEAN,
Deputy protonotary.

P. R. DU TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th March, 1906. 1468

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No 2597.

Dame Graziella Bilodeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Ernest Berthiaume, of the same place, plumber-undertaker, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Joseph Ernest Berthiaume, of the city and district of Montreal, plumber-undertaker, Defendant.

An action for separation as to property, has, the 15th of March, 1906, been instituted against the defendant.

LOUIS ST. JEAN,
Deputy protonotary.

P. R. DU TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1906. 1470

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 56.
Dame Mina Bercovitch, des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de Jacob
Laibovitch, et dûment autorisée à ester en jus-
tice,
vs
Le dit Jacob Laibovitch, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, contre le défendeur.
HUTCHINS & MARGOLESE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 mars 1906. 1331.5

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2759.
Dame Elizabeth Desjardins, épouse commune en
biens de Joseph Prud'homme, marchand de la cité
de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a,
ce jour, intenté une action en séparation de biens
contre son mari.
CHS. BRUCHESI,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 avril 1906. 1465.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1821.
Dame Délima Fraser, de Montréal, épouse de Ed-
mond Audet dit Lapointe, menuisier, dûment
autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Edmond Audet dit Lapointe, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
en cette cause, le 2e jour d'avril 1906.
BEAUREGARD, RAINVILLE &
ST-JULIEN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 2 avril 1906. 1413.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Eulalie Desmarais, épouse commune en biens
de Bernard Philippe Chartrand, de la ville de
Richmond, dans le district de Saint-François, et
dûment autorisée à l'effet des présentes,
Demanderesse ;
vs
Le dit Bernard Philippe Chartrand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 10e jour d'avril 1906.
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
1471.4 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dame Smarelda Boucher, épouse de Hector Mat-
teau, marchand, tous deux de la paroisse de Saint-
Elie de Caxton, a intenté une action en séparation
le biens contre son époux.
ARTHUR BELIVEAU,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 12 avril 1906. 1485.4

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Betsey Ann Willard, de la cité de Sherbrooke,
dans le district de Saint-François, épouse de
Edward Duffey, du même lieu,
Demanderesse ;
vs
Edward Duffey, de la cité de Sherbrooke, dans le
district de Saint-François, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en
séparation de biens contre le dit défendeur.
GATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 25 avril 1906. 1663.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 56.
Dame Mina Bercovitch, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Jacob
Laibovitch, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;
vs
The said Jacob Laibovitch, Defendant.
An action for separation as to property has, this
day, been instituted against defendant.
HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 22nd March, 1906. 1332

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2759.
Dame Elizabeth Desjardins, wife common as to
property of Joseph Prud'homme, of the city of
Montreal, merchant, and duly authorized à ester en
justice, has, this day, instituted an action for separa-
tion as to property against her husband.
CHS. BRUCHESI,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, April 9th 1906. 1466

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1821.
Dame Delima Fraser, wife of Edmond Audet dit
Lapointe, carpenter, of Montreal,
Plaintiff ;
vs
Edmond Audet dit Lapointe, of the same place,
Defendant.
An action in separation as to property has been
taken, this day, by the plaintiff, against defendant.
BEAUREGARD, RAINVILLE &
ST-JULIEN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd April, 1906. 1414

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Eulalie Desmarais, wife commune en biens of
Bernard Philippe Chartrand, of the town of
Richmond, of the district of Saint Francis, and
for the purpose hereof judiciously authorized,
Plaintiff ;
vs
The said Bernard Philippe Chartrand,
Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause, the 10th day of April, 1906.
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
1472 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
Dame Smarelda Boucher, wife of Hector Mat-
teau, merchant, both of the parish of Saint Elie de
Caxton, has instituted an action for separation as
to property against her husband.
ARTHUR BELIVEAU,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 12th April, 1906. 1486

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Betsey Ann Willard, of the city of Sher-
brooke, in the district of Saint Francis, wife of
Edward Duffey, of the same place,
Plaintiff ;
vs
Edward Duffey of the city of Sherbrooke, in the
district of Saint Francis, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for
separation of property against the said defendant.
GATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 25th April, 1906. 1664

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3210.

Dame Eliza Goulet, épouse de J. Hormidas Gendron, agent, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

JULIEN & BÉRARD,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 30 mars 1906. 1333.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
No. 1857.

Dame Olivine Marcotte, épouse de Alfred Leclair, journalier, tous deux de la cité de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. BEAULIEU,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 février 1906. 1481.4

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 726.

Dame Arthemise Amyot, épouse commune en biens de Polycarpe Vézina, manufacturier, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Polycarpe Vézina, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été institué en cette cause, le 7 avril 1906.

PREVOST & RINFRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 11 avril 1906. 1487.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3212.

Dame Dorsina Vanier, de Montréal, épouse commune en biens de Paul Denis, charretier, du même lieu, dûment autorisée en justice, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

BENJ. BENOIT,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 avril 1906. 1483.4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1200.

Dame Léa Leblanc, de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, épouse commune en biens de François Dupuis, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit François Dupuis, cultivateur, du même lieu. Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

LUDGER CODEBECQ,
Avocat de Demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 29 mars 1906. 1577-3

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY
COMPANY.

§ Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale annuelle des actionnaires de "Napierville Junction Railway Company" sera tenu au No 7, Place d'Armes Square, dans la cité de Montréal, mercredi, le 30e jour de mai 1906, à deux heures de l'après-midi, pour l'élection des directeurs et autres affaires.

JOHN R. MYERS,
Secrétaire.
Montréal, 11 avril 1906. 1491.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3210.

Dame Eliza Goulet, wife of J. Hormidas Gendron, agent, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

JULIEN & BÉRARD,
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 30th March, 1906. 1334

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1857.

Dame Olivine Marcotte, wife of Alfred Leclair, laborer, both of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

J. A. BEAULIEU,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th February, 1906. 1482

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 726.

Dame Arthemise Amyot, wife common as to property of Polycarpe Vézina, manufacturer, of the town of Saint Jérôme, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Polycarpe Vézina, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 7th April instant.

PREVOST & RINFRET,
Attorneys for plaintiff.

Saint Scholastique, 11th April, 1906. 1488

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3212.

Dame Dorsina Vanier, of Montreal, wife common as to property of Paul Denis, carter, of the same place, duly authorize to ester en justice, has instituted against her husband an action in separation as to property.

BENJ. BENOIT,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th April, 1906. 1484

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No 1200

Dame Léa Leblanc, of the parish of St-Anicet, district of Beauharnois, wife in community as to property of François Dupuis, of the same place, and duly authorized to appear in court, Plaintiff ;

vs

The said François Dupuis, farmer, of the same place, Defendant.
An action for separation from bed and board and of property has been brought this day by the plaintiff against the defendant.

LUDGER CODEBECQ,
Attorney for Plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 29th March, 1906. 1578

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Napierville Junction Railway Company will be held at No. 7, Place d'Armes Square, in the city of Montreal, on Wednesday, the 30th day of May, 1906, at the hour of two o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors and the transaction of other business.

JOHN R. MYERS,
Secretary.
Montreal, 11th April, 1906. 1492

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de The Empire Home Furnishing
Co., Montréal, faillie, (Thos. Liggett & Louis
Lehrer.

Avis est par le présent donné que la dite faillie a
fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire de Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 24 avril 1906. 1675

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 25.

In re Stanislas Bachand *et al*,
Créanciers requérants ;
et

Amedée D. Trudeau, Insolvable.
Avis est par les présentes donné que Amedée D.
Trudeau, marchand, de la ville de Coaticooke, dis-
trict de Saint-François, a, le 26e jour d'avril 1906,
fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure du district de Saint-François, conformé-
ment à la loi.

STANISLAS BACHAND,
Gardien provisoire.
Coaticook, 28 avril 1906. 1671

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Jos. Poisson & Cie, Gentilly, P.Q.,
Insolvables.

Un 1er dividende a été préparé et sera payable
à notre bureau, le ou après le 21 mai 1906.

Toute contestation de tel dividende doit être
déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-
tionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 5 mai 1906. 1685

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 69.

In re Wilfrid Lamoureux, Montréal, Failli.
Avis est donné que j'ai préparé un second et der-
nier bordereau de collocations, lequel sera payable à
mon bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le ou
après le vingt-deuxième jour de mai 1906.

A. LAMARCHE,
Curateur.
Montréal, 5 mai 1906. 1705

District de Montréal.

In re Dame Sophie Bonnin, veuve de Célestin Albert
de Maisonneuve, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30
avril 1906, j'ai été nommé curateur en cette affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
la dite insolvable sont requises de les produire dans
les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "New York Life",
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 1er mai 1906. 1709

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of The Empire Home Furnishing
Co., Montreal, insolvents, (Thos. Liggett & Louis
Lehrer).

Notice is hereby given that the said insolvents
have, this day, made, in the prothonotary's office,
in Montreal, a judicial abandonment of their assets
for the benefit of their creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 24th April, 1906. 1676

Province of Quebec, }
District of Saint-Francois. } *Superior Court.*
No. 25.

In re Stanislas Bachand *et al*,
Petitioning creditors ;
and

Amedée D. Trudeau, Insolvent.
Notice is hereby given that Amedée D. Trudeau,
of the town of Coaticooke, in the district of Saint
Francis, trader, has, on the 26th day of April, 1906,
made an abandonment of his property for the bene-
fit of his creditors, at the prothonotary's office of
the superior court, district of Saint Francis, the
whole according to law.

STANISLAS BACHAND,
Provisional guardian.
Coaticook, 28th April, 1906. 1672

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Jos. Poisson & Co., Gentilly, P.Q.,
Insolvents.

A 1st dividend has been prepared and will be
payable at our office, on or after 21st May, 1906.

Any contestation of such dividend must be depo-
sited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 5th May, 1906. 1686

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 69.

In re Wilfrid Lamoureux, Montreal, Insolvent.
Notice is given that I have prepared a second and
final dividend sheet, which will be payable at my
office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on or after
the twenty second day of May, 1906.

A. LAMARCHE,
Curator.
Montreal, 5th May, 1906. 1706

District of Montreal.

In re Dame Sophie Bonnin, widow of Célestin
Albert, of Maisonneuve, Insolvent.
By order of the court, dated the 30th day of
April, 1906, I have been appointed curator in this
matter.

Creditors of the said insolvent are required to file
their claims within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

New York Life Building,
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 1st May, 1906. 1710

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 630.

Le septième jour d'avril mil neuf cent six.
Dame Louise Handfield, Demanderesse ;

vs
Aimé Geoffrion, Défendeur ;

et
Hon. Lomer Gouin ès qual., Tiers-saisi ;
et

Alexandre Langlois, Intervenant opposant.

Sur ordre de l'honorable juge Fortin, donné ce jour, vu l'allégation de la déconfiture du défendeur, Aimé Geoffrion, résidant à Montréal, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

J. B. A. TISON,
Dép. P. C. S.
1689

Montréal, 7 avril 1906.

Licitacion

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1155.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 6 d'avril 1906, dans une cause dans laquelle Georgiana Gagnon, de Beauvillage, district de Montréal, épouse judiciairement séparée de biens de Jean Baptiste Delorme, journalier, ci-devant du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée aux fins des présentes, est Demanderesse, et le dit Jean Baptiste Delorme, maintenant de lieux inconnus, est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un emplacement sis et situé au village de Beauvillage de la Longue Pointe, district de Montréal, de la contenance de quarante-deux pieds et sept pouces de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds, connu et désigné sous le numéro 14, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix (390), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour la paroisse de la Longue Pointe, dit district, lequel emplacement sujet à un droit de passage en commun sur une lisière de terre de dix pieds de largeur et sur une profondeur de quarante-deux pieds prise du côté sud-est du dit lot—avec bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement situé au village de Beauvillage de la Longue Pointe, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro 7, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-trois (333-7), sur le plan et au livre de renvoi officiels susdits, de la contenance de quarante pieds de largeur sur une profondeur de soixante-douze pieds, mesure française—avec bâtisses dessus construites.

3° Un emplacement situé au village de Beauvillage de la Longue Pointe, connu et désigné sous le numéro 8, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-trois (333-8), sur le plan et au livre de renvoi officiels susdits, de la contenance de quarante pieds de front sur soixante-douze pieds de profondeur, mesure française—avec bâtisses dessus construites.

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 630.

The seventh day of April, nineteen hundred and six.
Dame Louise Handfield, Plaintiff ;

vs
Aimé Geoffrion, Defendant ;

and
Hon. Lomer Gouin ès qual., Garnishee ;
and

Alexandre Langlois, Intervening party opposant.

Under the order of the Honorable judge Fortin, given this day, seeing the allegation of the disconfiture of the defendant, Aimé Geoffrion, residing at Montreal, the creditors of the said defendant who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

J. B. A. TISON,
Dep. P. S. C.
1690

Montreal, 7th April, 1906.

Licitacion

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1155.

LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 6th of April, 1906, in a cause wherein Georgiana Gagnon, of Beauvillage, district of Montreal, wife separated as to property by judicial sentence of Jean Baptiste Delorme, laborer, formerly of the same place, and now of parts unknown, duly authorized hereunto, is Plaintiff, and the said Jean Baptiste Delorme, now of parts unknown, is Defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. A lot situate and being in the village of Beauvillage de la Longue Pointe, district of Montreal, containing forty two feet seven inches in width by a depth of eighty feet, known and described as number fourteen, of the subdivision of lot number three hundred and ninety (390), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Longue Pointe, said district, which said lot is subject to a right of passage in common on a strip of land of ten feet in width by a depth of forty two feet taken from the south east side of the said lot—with buildings thereon erected.

2. A lot situate in the village of the Beauvillage de la Longue Pointe, district of Montreal, known and described as number seven (7), of the official subdivision of the lot number three hundred and thirty three (333-7), on the official plan and book of reference aforesaid, containing forty feet in front by a depth of seventy two feet, french measure—with the buildings thereon erected.

3. A lot situate in the village of the Beauvillage de la Longue Pointe, known and described as number eight (8), of the official subdivision of the lot number three hundred and thirty three (333-8), on the official plan and book of reference aforesaid, containing forty feet in front by a depth of seventy two feet, french measure—with the buildings thereon erected.

4° Un emplacement situé au village de Beauvillage de la Longue Pointe, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent quarante et un pieds, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, district de Montréal (389-5); borné en front par une lisière de terre de six pieds de largeur requise pour l'élargissement du chemin Saint Léonard, en arrière par une rue, d'un côté au sud-est par Antoine Magne, et de l'autre côté au sud-ouest par Dame Pierre Bluteau—avec bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et vendu séparément et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur. le DIX-HUITIEME jour de MAI 1906, cour enante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, district de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

F. P. TREMBLAY,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 10 avril 1906. 1435.2
[Première publication, 14 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure — District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } JAMES REED, Ecr.,
No 272. } M.D., Demandeur;
contre EDWIN L. LOOMIS, Défendeur.

Les lots numéros vingt-neuf et trente du rang C, et vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf du rang A, dans le canton de Coleraine—avec les constructions, sheds, bouilloires à vapeur, engines, "steam hoist" et machineries qui font partie de l'immeuble et servant à l'exploitation de la mine d'asbeste.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le TRENTE-UNIEME jour de MAI 1906, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Arthabaska, 27 avril 1906. 1627
[Première publication, 28 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure. — District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } LOUIS ASSELIN, culti-
No 1274. } vateur, d'Hébertville
Station, Demandeur; contre PHILIPPE TREMBLAY, de Saint-Bruno, Défendeur.

4. A lot situate in the village of Beauvillage de la Longue Pointe, measuring fifty feet in width by a depth of one hundred and forty one feet, more or less, known and described as forming part of the lot number five, of the subdivision of the lot number three hundred and eighty nine, on the official plan and book of reference of the parish Longue Pointe, district of Montreal (389-5); bounded in front by a strip of land of six feet in width, required for the widening of the Saint Leonard road, in rear by a lane, on one side to the south east by Antoine Magne, and on the other side to the south west by Mrs. Pierre Bluteau—with buildings thereon erected.

The immovables above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, at the sitting of the superior court, in the court room, in the court house, at Montreal, district of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MAY next; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that all opposition for payment must be filed within six days from the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

F. P. TREMBLAY,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th April, 1906. 1436
[First published, 14th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } JAMES REED, Esq., M.
No. 272. } D., Plaintiff; against
EDWIN L. LOOMIS, Defendant.

Lots numbers twenty nine and thirty of range C, and twenty seven, twenty eight and twenty nine of range A, in the township of Coleraine—with the buildings, sheds, steam boilers, engines, steam hoist and machinery forming part of the immovable and pertaining to the working of the asbestos mine.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the THIRTY FIRST day of MAY, 1906, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 27th April, 1906. 1628
[First published, 28th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court — District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } LOUIS ASSELIN, farmer,
No. 1274. } of Hébertville Station,
Plaintiff; against PHILIPPE TREMBLAY, of Saint Bruno, Defendant.

1° Un emplacement de moulin situé à Notre-Dame d'Hébertville, étant désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Labarre, sous le numéro dix B, du deuxième rang ouest du dit canton, contenant quatre arpents en superficie environ—avec ensemble le moulin à scie érigé sur ce terrain, ses outils, roues, mécanisme, dalles, écluse et autres constructions et accessoires quelconques et dépendances.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Bruno, étant le numéro vingt-deux, du huitième rang du canton Labarre, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton—avec les circonstances et dépendances de ce lot.

Pour être vendus, l'emplacement de moulin, à la porte de l'église de Notre-Dame d'Hébertville, à DIX heures de l'avant-midi, et le numéro vingt-deux, à la porte de l'église de Saint-Bruno, à DEUX heures de l'après-midi, le SIXIEME jour de JUIN prochain.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Chicoutimi, 1er mai 1906. Shérif. 1703
[Première publication, 5 mai 1906.]

1. A mill site situate at Notre Dame d'Hébertville, being described on the official plan and book of reference of the township of Labarre, as number ten B, of the second range west of the said township, containing four arpents in area about—with the saw mill built on that lot, its gear, mill stones, machinery, flumes, dams and other constructions and accessories whatever and dependencies.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Bruno, being number twenty two, of the eighth range of the township Labarre, on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township—with the circumstances and dependencies of this lot.

To be sold, the mill site, at the church door of the parish of Notre Dame d'Hébertville, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot number twenty two, at the church door of Saint Bruno, at TWO of the clock in the afternoon, on the SIXTH day of JUNE next.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Chicoutimi, 1st May, 1906. Sheriff. 1704
[First published, 5th May, 1906.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } JOSEPH ARBOUR, cultivateur, de la paroisse de Saint-Raphaël, Demandeur; vs FRANÇOIS PICARD, cultivateur, du même lieu que susdit. Défendeur, et le dit défendeur, saisissant.

1° Un terrain situé dans la concession Sainte-Marie-Anne, contenant un arpent et demi de front, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le trait carré entre la terre de cette concession et celle de Sainte-Louise, à descendre vers le nord jusqu'au terrain vendu par Philibert Lacroix, à Joseph Coulombe, lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-quatorze (794), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse.

2° Une terre de figure irrégulière, située dans la concession Sainte-Louise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la susdite paroisse de Saint-Raphaël, sous le numéro huit cent vingt-deux (822)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint Raphaël, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

GEO. ROY,
Bureau du shérif, Montmagny, 9 avril 1906. Shérif. 1415.2
[Première publication, 14 avril 1906.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit: } JOSEPH ARBOUR, farmer, of the parish of Saint Raphael, Plaintiff; vs FRANCOIS PICARD, farmer, of the same place as aforesaid, Defendant, and the said defendant, seizing.

1. A lot situate in the Sainte Marie Anne concession, containing one arpent and a half in front, by the depth there may be between the division line between the land of this concession and that of Sainte Louise, going towards the north the lot sold by Philibert Lacroix, to Joseph Coulombe, which lot forms part of the lot of land known and described as number seven hundred and ninety four (794) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Raphael, county of Bellechasse.

2. A land of irregular outline, situate in the Sainte Louise concession, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Raphael, as number eight hundred and twenty two (822)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Raphael, on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff's Office, Montmagny, 9th April, 1906. Sheriff. 1416
[First published, 14th April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District of Joliette.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH ARMAND LAMBERT**, marchand, de la ville des Laurentides, dans le district de Joliette, Demandeur; contre les terres et tenements de **FRANCOIS CHARBONNEAU**, de la paroisse de Saint-François de Sales, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un terrain de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro trois cent quarante (340), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le comté de Laval, ayant deux arpents de largeur à la frontière, sur une profondeur de trois arpents et un arpent et demi de largeur à la profondeur, le tout plus au moins; borné en front au chemin macadamisé allant à Terrebonne, d'un côté au numéro trois cent quarante-deux (342), et de l'autre côté au reste du dit numéro trois cent quarante (340), appartenant à A. W. Meunier, en arrière par le numéro cent deux (102), de Saint-François de Sales—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif Député Shérif.
Montréal, 1er mai 1906. 1701
[Première publication, 5 mai 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LUDOVICUS GUERTIN**, No 1813, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de Richelieu, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME CELINA TREPANIER**, veuve de feu Jean-Baptiste Lachambre, ci-devant de la paroisse de Saint-Antoine, et maintenant de la ville de Montréal, dans le district de Montréal, et plus particulièrement sur l'immeuble délaissé en justice par la dite Dame Trépanier, le 4 avril 1906, et mentionné et décrit dans la cédule marquée A, annexée au bref en cette cause, et maintenant en la possession de Joseph E. Parent, commis, des cité et district de Montréal, nommé curateur du dit délaissement, le 4 avril 1906, par jugement de l'honorable juge Fortin.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse et en la possession du dit curateur, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé sur la seconde concession de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de Richelieu, contenant trois arpents de front sur dix-huit arpents de profondeur, sans aucune garantie quelconque de mesure quant à la largeur, mais avec garantie quant à la profondeur, et connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Antoine, comme étant partie du lot numéro cent quarante-huit (148); tenant le dit terrain présentement saisi à et compris le chemin de front de la dite concession, au nord-ouest à Joseph Archambault, auquel appartient le reste du dit lot, du côté est à la dite Dame Céline Trépanier, et du côté sud-ouest à Henri Archambault—avec une grange dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif Shérif.
Montréal, 2 mai 1906. 1699
[Première publication, 5 mai 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette.

Montreal, to wit : } **JOSEPH ARMAND LAMBERT**, merchant, of the town of Laurentides, in the district of Joliette, Plaintiff; against the lands and tenements of **FRANCOIS CHARBONNEAU**, of the parish of Saint François de Sales, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of irregular shape, forming part of the lot number three hundred and forty (340), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Vincent de Paul, in the county of Laval, having two arpents of width in front by a depth of three arpents and one arpent and a half of width in rear, the whole more or less; bounded in front by the macadamized road going to Terrebonne, on one side by number three hundred and forty two (342), and on the other side by the rest of the said lot number three hundred and forty (340), belonging to A. W. Meunier, in rear by the number one hundred and two (102), of Saint François de Sales—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 1st May, 1906. 1702
[First published, 5th May, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LUDOVICUS GUERTIN**, No. 1813, farmer, of the parish of Saint Antoine, in the district of Richelieu, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME CELINA TREPANIER**, widow of the late Jean Baptiste Lachambre, formerly of the parish of Saint Antoine, and now of the town of Montreal, in the district of Montreal, and more particularly on the lot surrendered in due course of law by the said Dame Trépanier, on the 4th of April, 1906, and mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, and now in the possession of Joseph E. Parent, clerk, of the city and district of Montreal, appointed curator to the said surrender, on the 4th of April, 1906, by judgment of the Honorable judge Fortin.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator, the following immovable, to wit :

A lot situate on the second concession of the parish of Saint Antoine, in the district of Richelieu, containing three arpents in front by eighteen arpents in depth, without warranty of precise measurement what so ever as to the width, but with warranty as to the depth, and known and described on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Antoine, as being part of lot number one hundred and forty eight (148); said lot now seized adjoining and comprised in the front road of the said concession; bounded on the north west by Joseph Archambault, to whom the remainder of the said lot belongs, on the east side by the said Dame Celina Trépanier, and on the south west side by Henri Archambault—with a barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine, on the SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 2nd May, 1906. 1700
[First published, 5th May, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **HENRY JAMES ROSS,**
No 2002. } **H** comptable, de la ville de
Westmount, district de Montréal, Demandeur ; vs
les terres et tenements de **JOSEPH ROWAT
FAIR,** des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant sis et situé en la ville de Saint-Lambert ; borné en front par l'avenue Hickson, connu et désigné comme subdivision cent dix-neuf, du lot numéro deux cent cinquante-neuf (119-259), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

2° Un autre lot de terre vacant sis et situé au même lieu ; borné en front par l'avenue Hickson, connu et désigné comme subdivision vingt-six, du lot numéro deux cent cinquante-neuf (26-259), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

3° Un autre lot de terre vacant sis et situé au même lieu ; borné en front par l'avenue Hickson, connu et désigné comme subdivision deux cent soixante-dix-huit, du lot numéro deux cent cinquante-neuf (278-259), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lambert, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 10 avril 1906.

[Première publication, 14 avril 1906.]

Shérif.

1433-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAMIEN LALONDE,**
No 1581. } **D** manufacturier de portes
et châssis, de la cité et du district de Montréal,
Demandeur ; contre les terres et tenements de
WILLIE ANGELL, cultivateur, ci devant demeurant
en la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot,
dans le district de Montréal, et maintenant de
Belleville, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Une terre de forme irrégulière sise et située dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, district de Montréal, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, sous les numéros seize, dix-sept et vingt et un (16, 17 et 21)—avec les bâtisses y érigées ; la dite terre bornée en front au nord, partie par le Lac Saint Louis ou (fleuve Saint-Laurent), et partie par une route ou chemin public, en arrière au sud par les numéros quinze, dix-huit et vingt (15, 18 et 20), des susdits plan et livre de renvois officiels, d'un côté à l'est, partie par le numéro quinze (15), des susdits plan et livre de renvoi officiels, et partie par le Lac Saint-Louis, et de l'autre côté à l'ouest, partie par les numéros deux cent quatre-vingt-sept et deux cent quatre-vingt-huit (287 et 288), des susdits plan et livre de renvoi officiels, et partie par une route ou chemin public, la dite terre étant traversée en partie par cette dernière route ou chemin public.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 10 avril 1906.

[Première publication, 14 avril 1906.]

Shérif.

1431-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **HENRY JAMES ROSS,**
No. 2002. } **H** accountant, of the town
of Westmount, district of Montreal, Plaintiff ; vs
the lands and tenements of **JOSEPH ROWAT
FAIR,** of the city and district of Montreal, De-
fendant.

1. A vacant lot of land situate and being in the town of Saint Lambert ; bounded in front by Hickson avenue, known and described as subdivision one hundred and nineteen, of the lot number two hundred and fifty nine (119-259), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil.

2. Another vacant lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Hickson avenue, known and described as subdivision twenty six, of the lot number two hundred and fifty nine (26-259), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil.

3. Another vacant lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Hickson avenue, known and described as subdivision two hundred and seventy eight, of the lot number two hundred and fifty nine (278-259) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lambert, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 10th April, 1906.

[First published, 14th April, 1906.]

Sheriff.

1434

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAMIEN LALONDE,** ma-
No. 1581. } **D** nufacturer of door and
windows, of the city and district of Montreal.
Plaintiff ; against the lands and tenements of
WILLIE ANGELL, farmer, heretofore of the
parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, district of
Montreal, and now of Belleville, in the province of
Ontario, Defendant.

A lot of land of irregular shape situate and being in the parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, county of Vaudreuil, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, as numbers sixteen, seventeen and twenty one (16, 17 and 21)—with the buildings thereon erected ; said land being bounded in front to the north, partly by Lake Saint Louis (river Saint Lawrence), and partly by a road or public highway, in rear to the south by numbers fifteen, eighteen and twenty (15, 18 and 20), of the said official plan and book of reference, on one side to the east, partly by number fifteen (15), of the said official plan and book of reference, and partly by Lake Saint Louis, and on the other side to the west, partly by the numbers two hundred and eighty seven and two hundred and eighty eight (287 and 288), of the said official plan and book of reference, and partly by a road or public highway, the said lot being crossed partly by this latter road or public highway.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jeanne de l'Île Perrot, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 10th April, 1906.

[First published, 14th April, 1906.]

Sheriff.

1432

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux effectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **BERNARD KELLY**, de la
No 1058 } cité d'Ottawa, province
d'Ontario, mineur, Demandeur ; contre **DANIEL L. McLEAN** et **JAMES A. SEYBOLD**, tous deux de la dite cité d'Ottawa, Défendeurs, et **Charles J. Brooke et al**, Demandeurs par distraction de frais.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, à savoir :

Le tiers indivis de tout ce morceau de terre, composé de la moitié nord du lot numéro vingt-quatre (24), dans le troisième rang du canton de Portland Ouest, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, contenant 45 acres de terre en superficie, plus ou moins, et borné comme suit : vers le nord par les lots du quatrième rang, vers l'est par le lot No 23, vers l'ouest par le lot No 25, et vers le sud par la moitié sud du dit lot No 24.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le **QUINZIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures **ET DEMIE** de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 10 avril 1906. 1461.2
[Première publication, 14 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **JOSEPH FRAPPIER**, culti-
No 508. } vateur, du village Plaisance,
district d'Ottawa, en sa qualité de tuteur *ad hoc*, nommé à Louis Gauthier, enfant mineur, Demandeur ; contre **DAME MARIE LOUISE BIRABIN DIT ST. DENIS**, veuve de feu Louis Hotte, en son vivant gentilhomme, du village de Papineauville, dit district, *et al*, Défendeurs, et Louis Gauthier, ecclésiastique, du village de Rigaud, demandeur par reprise d'instance, et Arthur Desjardins, procureur par distraction de frais.

Saisi comme appartenant au dits défendeurs, à savoir :

Un morceau de terre étant partie du lot numéro cent quinze (115), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le village de Papineauville, district d'Ottawa, la dite terre étant bornée en front, partie par le chemin public et partie par une autre partie du dit lot No 115, vendue à Dame M. L. Tegue, épouse de J. B. Meloche, en profondeur par un ruisseau (dit ruisseau du moulin), d'un côté partie par la propriété de Godfroid Cayer, et partie par celle d'un nommé Franklin, et de l'autre côté partie par la terre achetée par la dite Dame M. L. Tegue, et formant partie du dit lot 115, et partie par la terre de M. J. H. A. Lauzon, la dite terre formant dix acres en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, laquelle terre est contenue dans les clôtures maintenant existantes—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances. La terrasse en avant de la dite maison restera propriété commune à l'usage tant du propriétaire de tout le ci-dessus terrain, que du propriétaire du terrain vendu à la dite Dame Marie Louise Tegue, et personne ne pourra jamais l'obstruer en aucune façon quelconque.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le village de Papineauville, le **QUINZIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 8 avril 1906. 1459.2
[Première publication, 14 avril 1906.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **BERNARD KELLY**, of the
No 1058. } city of Ottawa, province of
Ontario, minor, Plaintiff ; against **DANIEL L. McLEAN** and **JAMES A. SEYBOLD**, both of said city of Ottawa, Defendants, and **Charles J. Brooke et al**, plaintiffs *par distraction de frais*.

Seized as belonging to said plaintiff, to wit :

The undivided one third of all that piece or parcel of land composed of the north half of the lot number twenty-four (24), in the third range of the township of Portland West, in the county of Labelle and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township, containing 45 acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows : towards the north by lots in the fourth range, towards the east by lot No 23, towards the west by lot No 25, and towards the south by the south half of said lot No 24.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the **FIFTEENTH** day **MAY** next, at **HALF PAST TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 10th April, 1906. 1462
[First published, 14th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **JOSEPH FRAPPIER**, farmer,
No. 508. } of the village of Plaisance,
district of Ottawa, in his quality of tutor *ad hoc*, named to Louis Gauthier, minor, Plaintiff ; against **DAME MARIE LOUISE BIRABIN DIT ST. DENIS**, widow of the late Louis Hotte, in his lifetime gentleman, of the village of Papineauville, said district, *et al*, Defendants, and Louis Gauthier, ecclesiastic, of the village of Rigaud, plaintiff *par reprise d'instance*, and Arthur Desjardins, attorney *par distraction de frais*.

Seized as belonging to said defendants, to wit :

A parcel of land being part of lot number one hundred and fifteen (115), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Angelique, in the village of Papineauville, district of Ottawa ; the said land being bounded in front partly by the public road and partly by another part of said lot No. 115, sold to Dame M. L. Tegue, wife of J. B. Meloche, in depth by a creek (said mill-creek), on one side partly by property of Godfroid Cayer, and partly by that of one Franklin, and on the other side partly by the land bought by said Dame M. L. Tegue, and forming part of said lot 115, and partly by the land of M. J. H. A. Lauzon, said land forming ten acres in superficies, more or less, without guarantee of precise measurement, and which is contained in the fences actually existing—with the buildings and appurtenances thereon erected. The terrace in front of the said house will remain common property for the use of the proprietor of all the hereinabove property, as well as the proprietor of the land sold to the said Marie Louise Tegue, and no one shall ever obstruct it in any manner whatever.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Angelique, in the village of Papineauville, on the **FIFTEENTH** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 6th April, 1906. 1460
[First published, 14th April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A** RTHUR DION ; contre
No 445. } **F**ELIX MATTE ET AL.

Saisi comme appartenant à Félix Matte, à savoir :
Le lot No 2232 (deux mille deux cent trente-deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'escalier qui conduit de la rue Lamontagne à la rue Champlain—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **DEUXIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 3 mai 1906. 1691

[Première publication, 5 mai 1906.]

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC, vs
No 5. } **J**OSEPH DORION, à sa-
voir :

Le lot No 1845E (mille huit cent quarante cinq E), du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Fleurie—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 avril 1906. 1551.2

[Première publication, 21 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **J**EAN - BAPTISTE
No 23. } **G**ENDREAU, de

la ville de Coaticook, dans le dit district, notaire, curateur dûment autorisé en vertu de l'article 879, du code de procédure civile, comme curateur aux biens abandonnés de Lozama Viens, maintenant décédé, en son vivant forgeron et charron, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, et FERDINAND SAVARD, forgeron et charron, du dit canton de Saint-Edwidge de Clifton, et faisant ci-devant affaires en société dans le dit canton de Saint-Edwidge de Clifton, sous les nom et raison de Viens & Savard, et aux héritiers légaux du dit Lazama Viens, débiteurs, faillis.

Un morceau de terre situé dans le canton de Clifton, dans le district de Saint-François, sur le côté ouest du chemin public, connu comme chemin McClary, au sud par le chemin public conduisant à Coaticook, composé du lot du cadastre numéro neuf C (9 C), dans le neuvième rang du dit canton, et du lot de cadastre numéro neuf J (9 J), dans le huitième rang du dit canton, et aussi d'un petit morceau au bout nord du lot de cadastre numéro neuf B (9 B), dans le dit huitième rang ; borné au

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **A** RTHUR DION ; against
No. 445 } **F**ELIX MATTE ET AL.

Seized as belonging to Félix Matte, to wit :
Lot No. 2232 (two thousand two hundred and thirty two), of the official cadastre for Saint Peter's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the stairway leading from Mountain Hill to Champlain street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **SECOND** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 3rd May, 1906. 1692

[First published, 5th May, 1906.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 5. } **J**OSEPH DORION, to wit :

Lot No. 1845 E (one thousand eight hundred and five E), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Fleurie street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **TWENTY FIFTH** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 19th April, 1906. 1552

[First published, 21st April, 1906.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **J**EAN BAPTISTE GEN-
No. 23. } **D**REAU, of the town

of Coaticook, in said district, notary, curator hereto duly authorized under article 879, of the code of civil procedure, as curator to the abandoned estate of Lozama Viens, now deceased, in his lifetime blacksmith and carriage maker, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, and FERDINAND SAVARD, blacksmith and carriage-maker, of the said township of Saint Edwidge of Clifton, and heretofore doing business in copartnership at the said township of Saint Edwidge of Clifton, under the name and style of Viens & Savard, and to the heirs-at-law of the said Lozama Viens, debtors, insolvents.

A certain piece of land situate in the township of Clifton, in the district of Saint Francis, on the west side of the public highway, known as the McClary road, on the south of the public highway leading to Coaticook, consisting of the cadastral lot number nine C (9 C), in the ninth range of said township, and of the cadastral lot number nine J (9 J), in the eighth range of said township, and also of a small piece at the north end of cadastral lot number nine B (9 B), in the said eighth range ; bound-

sud par une ligne droite courant est et ouest, au nord par les prémisses occupées par F. X. Tetrault et Henri Lasalle—ensemble avec les boutique, maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edwidge, communément appelée Saint-Edwidge de Clifton, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 2 mai 1906. 1697
[Première publication, 5 mai 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } DANIEL McMANAMY, Deman-
No 272. } NAMY, de-
deur ; contre CAMILLE COTÉ, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Dudswell, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Dudswell, comme lot numéro dix-huit E (18 E), dans le quatrième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

R. A. BIRON,
Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 11 avril 1906. 1463.2
[Première publication, 14 avril 1906.]

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 333.

Dame Aurélie Martineau, épouse communz en biens de Alfred Martineau, de Saint-Edmond de Stoneham, marchand de bois, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ème jour de février dernier.

LANE & CANTIN,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 2 mai 1906. 1739

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. F. Bulger, hôtelier, Insolvable.

Avis vous est donné que le 3ième jour de mai 1906, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 3 mai 1906. 1727

ed to the south by a straight line running east and west, north by the premises occupied by F. X. Tetrault and Henry Lasalle—together with the shop, house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edwidge, commonly called Saint Edwidge of Clifton, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 2nd May, 1906. 1698
[First published, 5th May, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } DANIEL McMANAMY,
No. 272. } Plaintiff ; againt CA-
MILLE COTE, Defendant.

A piece of land situate in the township of Dudswell, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Dudswell, as lot number eighteen E (18 E), in the fourth range of the said township—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adolphe of Dudswell, on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 11th April, 1906. 1464
[First published, 14th April, 1906.]

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 333.

Dame Aurélie Martineau, wife common as to property of Alfred Martineau, of Saint Edmond de Stoneham, lumber merchant, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Defendant.

A suit for separation of property has been brought in this cause on the 2nd day of February last.

LANE & CANTIN,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 2nd May, 1906. 1740

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. F. Bulger, hotel-keeper, Insolvent.

Notice is given that on the 3rd day of May, 1906, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier street, Montréal.
Montréal, 3rd May, 1906. 1728

District de Kamouraska.

Re Achille Michaud, Cabano, Insolvable.
Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 21 mai 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 mai 1906. 1723

District de Québec.

Re J. N. Turgeon, Lévis, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23 mai 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 mai 1906. 1719

District de Québec.

J. E. Zotique Plamondon, de Québec, marchand, a, le 1er mai 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 mai 1906. 1725

District de Kamouraska.

Re J. C. Levesque, Fraserville, Insolvable.
Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 mai 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 mai 1906. 1721

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.

In re J. A. Duchesne, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23e jour de mai 1906, après laquelle date les dividendes seront payables aux bureaux des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud.
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 5 mai 1906. 1741

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.

In re J. P. Lebel, Demandeur ;

vs

Adélaré Bouchard dit Lebel, des cité et district de Montréal, pharmacien, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 4ème jour de mai 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait cession pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous 30 jours, pour être colloquées.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

0, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 4 mai 1906. 1737

District of Kamouraska.

Re Achille Michaud, Cabano, Insolvent.
A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 21st May, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd May, 1906. 1724

District of Québec.

Re J. N. Turgeon, Lévis, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 23rd May, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd May, 1906. 1720

District of Québec.

J. E. Zotique Plamondon, of Quebec, merchant, has, on the 1st May, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
Quebec, 3rd May, 1906. 1726

District of Kamouraska.

Re J. C. Levesque, Fraserville, Insolvent.
A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 22nd May, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd May, 1906. 1722

Province of Québec, }
District of Montréal, } Superior Court.

In re J. A. Duchesne, Montréal, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until 23rd May, 1906, after which date dividends will be payable at the offices of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud.
205, Saint James street.
Montreal, 5th May, 1906. 1742

Province of Québec, }
District of Montréal, } Superior Court

In re J. P. Lebel, Plaintiff ;

vs

Adélaré Boucher dit Lebel, of the city and district of Montreal, druggist, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 4th day of May, 1906, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 4th May, 1906. 1738

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Frs Martineau, Demandeur ;

vs.
 Joseph Lafrance, plombier, de Montréal,
 Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le deuxième jour de mai 1906, j'ai été nommé curateur des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours, pour être colloquées pour dividende.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est.
 Montréal, 3 mai 1906. 1735

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re "D me A. Bailly", C. E. Beauchesne & Cie,
 publiciste, des cité et district de Montréal,
 Failli ;

et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau, le ou après le 25ème jour de mai 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
 Montréal, 4 mai 1906. 1731

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Evariste Godin, faisant affaire sous la raison sociale de Cie de Construction Générale,
 Failli ;

et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau, le et après le vingt-troisième jour de mai 1906

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 4 mai 1906. 1729

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour supérieure.*
In re E. K. Malouf, marchand, de la cité de Montréal,
 Failli ;

et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau, le et après le 22e jour de mai 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 4 mai 1906. 1733

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 135.

Dans l'affaire de Hormidas Sauvé, marchand, du Coteau du Lac, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, sujet à objection, au bureau du soussigné, jusqu'au 21 mai 1906, le et après lequel jour le dividende sera payable.

NAPOLEON ST AMOUR,
 Curateur.

Edifice "New York Life",
 11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 5 mai 1906. 1707

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Frs. Martineau, Plaintiff

vs.
 Joseph Lafrance, plumber, of Montreal,
 Defendant.

Notice is hereby given that, the second day of May, 1906, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation for dividend.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curator.

60, Notre Dame street East.
 Montreal, 3rd May, 1906. 1736

Province of Quebec. }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re " Dame A. Bailly ", C. E. Beauchesne & Cie,
 publishers, of the city and district of Montreal,
 Insolvent ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on or after the 25th day of May, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 4th May, 1906. 1732

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Evariste Godin, of the city and district of Montreal, doing business under the firm of " Cie de Construction Générale ",
 Insolvent ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on or after the 23rd day of May, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 4th May, 1906. 1730

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re E. K. Malouf, merchant, of the city of Montreal,
 Insolvent ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on or after the 22nd day of May, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No 60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 4th May, 1906. 1734

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 135.

In the matter of Hormidas Sauvé, merchant, of Coteau du Lac, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection until the 21st of May, 1906, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST AMOUR,
 Curator.

New York Life Building,
 11, Place d'Armes, Montreal
 Montreal, 5th May, 1906. 1708

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No. 2033.

Gaspard Bernier, hôtelier, de Québec, Failli ;
 et
 Jean Baptiste Ouellette,

Requérant cession.

Avis est donné que le 27^e jour d'avril 1906, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de l'honorable juge, curateur aux biens du dit Gaspard Bernier, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

ARTHUR E. SIMARD,
 Curateur.

Arthur E. Simard, notaire.
 Bureau : 50, rue Saint-Joseph.
 Québec, 30 avril 1906. 1673

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jos. Adélar Lemire, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Pierre Octave Guillet, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant en la dite cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
 Secrétaire de la province.

1743

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui, est par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Richmond, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
 "Cercle agricole de la municipalité du village d'Asbestos."

AUGUSTE TESSIER,
 Ministre de l'Agriculture.

Québec, 4 mai 1906. 1745

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du deuxième jour de mai 1906, incorporant MM. Vincent Bernard Cambell, gentilhomme, Albert Tardif, comptable, Thomas Astle et Léon Faribault, avocats, George Edwards, électricien, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : faire les affaires d'une compagnie minière, de moulin, pour réduire et développer les métaux, chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon, de fer, d'asbeste et autres mines, minéral et autres dépôts et propriétés, et de creuser, lever, écraser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire et amalgamer et autrement, traiter les métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie et les rendre propres pour le commerce et de les vendre, ou toute partie ou intérêt d'iceux, et en disposer autrement, acquérir par achat, loyer, concession, licence, échange ou autre titre légal des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 2033.

Gaspard Bernier, hotelkeeper, of Quebec, Insolvent ;
 and
 Jean Baptiste Ouellette,

Petitioner for assignment.

Notice is given that, by order of the Honorable judge, dated on the 27th day of April instant, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said Gaspard Bernier, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

Attested claims must be filed at my office within thirty days from this notice.

ARTHUR E. SIMARD,
 Curator.

Arthur E. Simard, notary.
 Office : 50, Saint Joseph street.
 Quebec, 30th April, 1906. 1674

Government Notice

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Jos. Adélar Lemire, esquire, notary public, practising and residing in the city of Three Rivers, district of Three Rivers, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Pierre Octave Guillet, in his lifetime notary public, practising at the said city of Three Rivers, district of Three Rivers, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
 Provincial Secretary.

1744

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Richmond, the following club is authorized under the following name, to wit :
 "Farmers' club of the municipality of the village of Asbestos."

AUGUSTE TESSIER,
 Minister of Agriculture.

Quebec, 4th May, 1906. 1746

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the second day of May, 1906, incorporating Messrs. Vincent Bernard Cambell, gentleman, Albert Tardif, accountant, Thomas Astle and Leon Faribault, advocates, George Edwards, electrician, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz : to carry on the business of a mining, milling, reduction and development company ; to prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage, gold, silver, copper, coal, iron, asbestos and other mines, mineral and other deposits and properties, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce and amalgamate and otherwise treat, ores, metals and minerals whether belonging to the company or not and to render the same merchantable and to sell and otherwise dispose of the same, or any part thereof, or any interest therein ; to acquire by purchase, lease, concession, licence, exchange or other legal title mines, mining lands, easements, mineral properties or any interest therein, minerals and ores and

minéraux et droits de mines, options, pouvoirs, privilèges, eau et autres droits, droits de patentes, lettres patentes d'invention, opération et machines ou autres inventions indispensables ou conditionnelles, soit solidairement ou conjointement avec autres, et comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et de louer, hypothéquer, placer sous licence, hypothéquer, vendre, en disposer et faire autrement le commerce d'iceux ou toute partie d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport pour les fins de la mise en opération des dites mines, construire, maintenir, travailler et mettre en opération sur la propriété de la compagnie ou sur la propriété contrôlée par la compagnie, les pouvoirs d'eau, chemins, jetées, quais, bâtisses, manufactures, boutiques, moulins et autres travaux et machines, appareil et machine électrique ou autres machines de toute description, et d'acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toute sorte de marchandises, effets, fournitures, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par ses ouvriers ou serviteurs; construire, acquérir, posséder, prêter, naviguer et employer des vaisseaux à vapeur ou autres; prendre, acquérir et posséder comme considération de minéraux et métaux, ou minéraux vendus ou en disposer autrement, ou pour effets fournis, ou pour travail fait par contrat ou autrement, des actions, débetures, obligations ou autres garanties de la compagnie ou de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie, et de les vendre ou en disposer autrement, faire des arrangements pour les profits de partage, union d'intérêts, ou coopération avec toute autre personne ou compagnie faisant ou devant faire toutes affaires ou transactions qui peuvent être au bénéfice de cette compagnie; acheter ou autrement acquérir et entreprendre tous ou aucune partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toute personne ou compagnie faisant aucune partie des affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins d'iceux; payer pour tels achats ou acquisitions soit en argent ou en actions payées de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en telles actions de cette compagnie; faire tous tels actes, toutes telles affaires et choses en rapport ou nécessaires pour l'avancement des susdits objets ou aucun d'eux; louer, vendre la propriété et biens de la compagnie ou toute partie d'iceux pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, y compris les actions, débetures ou garanties de toute compagnie les achetant ou les acquérant ou en disposer autrement; aider par garantie, endossement, avances ou autrement, toute compagnie, actions de celles dont le fonds social a été acquis et sont en la possession de la compagnie, sous le nom de "The Dominion Prospecting and Mining Company," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en cent mille (100,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Son principal bureau d'affaires dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce troisième jour de mai 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1717

mining claims, options, powers, privileges, water and other rights, patent rights, letters patents of invention, processes and mechanical or other contrivances and either absolutely or conditionally, and either solely or jointly with others, and as principals, agents, contractors or otherwise, and to lease, mortgage, place under licence, hypothecate sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part thereof, or any interested therein for the purpose of operating said mines; to construct, maintain, work, and operate on the property of the company on or property controlled by the company, waterpowers, roads, piers, wharves, building, manufactories, shops, mills and other works and machinery, plant and electrical or other appliances of every description, and to buy, sell, manufacture and deal in all kinds of goods, stores, implements, provisions, chattels and effects required by the company or its workmen or servants; to build, acquire own, charter, navigate and use steam and other vessels; to take, acquire, and hold as the consideration for ores, metals, or minerals sold or otherwise disposed of, or for goods supplied, or for work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds, or other securities of or in any other company having objects similar to those of this company, and to sell or otherwise dispose of the same, to enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, or cooperation with any other person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which may be of benefit to this company; to purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes thereof; and to pay for such purchases or acquisitions either in money or in fully paid up shares of this company, or partly in money or partly in such shares of this company; to do all such acts, matters and things as are incidental or necessary to the due attainment of the above objects or any of them; to lease sell, or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any company purchasing or acquiring the same; to aid by guarantee, endorsement, advances or otherwise any company, shares of whose capital stock have been acquired and are held by the company, under the name of "The Dominion Prospecting and Mining Company" with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one hundred thousand (100,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Its principal place of business in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at this office of the secretary of the province of Quebec, the third day May 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1718

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 18.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—Dmes Amyot vs Vézina, 850; Bachand vs Séguin, 847; Bercovitch vs Laibovitch, 849; Bilodeau vs Berthiaume, 848; Boucher vs Matteau, 849; Brunet vs Dussault, 847; Desjardins vs Prud'homme, 849; Desmarais vs Chartrand, 849; Fraser vs Audet dit Lapointe, 849; Goulet vs Gendron, 850; Grose vs Brittain, 847; Juillet vs Berthiaume, 848; Marcotte vs Leclair, 850; Martineau vs Martineau, 859; Rondeau vs Dubuque, 847; Valiquet vs Stevens, 818; Willard vs Duffey, 849.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—Dmes Boislard vs Vallières, 848; Delorme vs Lambert, 847; Leblanc vs Dupuis, 850; Ruhlman vs Loschy, 848; Houle vs Dme Auger, 847.

ANNONCEURS:—Avis aux:—Concernant avis, etc., 833.

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—Loi sur les transferts d'actions, 862.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:—The Napierville Junction Railway Company, 850.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE:—Cie du chemin de fer Joliette et Brandon, 846.

BILLS PRIVÉS, P. Q.:—Avis au sujet des:—Assemblée législative, 844; Conseil législatif, 843.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS:—Paroisse de Saint-Hilaire, 838.

CERCLE AGRICOLE:—Formation de:—Municipalité du village d'Asbestos, 862.

FAMILLES:—Bailly (Dme), 861; Bernier, 862; Bonnin (Dme), 851; Bouchard dit Lebel, 860; Bulger, 859; Michaud, 860; Duchesnes, 860; Godin, 861; Lafrance, 861; Lamoureux, 851; Levesque, 860; Malouf, 861; Plamondon, 860; Poisson & Cie, 851; Sauvé, 861; The Empire Home Furnishing Co., 851; Trudeau, 851; Turgeon, 860.

LETTRES PATENTES:—The Dominion Prospecting and Mining Coy, 862; The Sainte Rose Social Club, 839; Tobin Store Coy, 838.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Demande d'annexer ou d'ériger à la municipalité Papineau No 462, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, comté d'Ottawa, 802; Canton Taché, comté de Chicoutimi, 840; Coupalville, 840; Divers lots de Saint-Albert de Warwick à Saint-Valère de Bulstrode, comté d'Arthabaska, 840; Divers lots de Sainte-Elizabeth à Saint-Thomas, comté de Joliette, 840; Divers lots de Saint-Charles de Mandeville à Saint-Didace, comté de Maskinongé, 839; Mékinac, 839; Municipalité Lynch à L'Ascension, comté de Montcalm, 840; Sainte-Mélanie à Grand Rang, comté de Joliette, 803.

NOMINATIONS:—Auditeur, 834
Commissioner pour recevoir affidavits, 834.
Juges de paix suivant article 2572, 834.
Juges de paix:—Beauce, 833; Montréal, 833; Ottawa, 833; Saint-François, 833; Saguenay, 833.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 18**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Amyot vs Vézina, 850; Bachand vs Séguin, 847; Bercovitch vs Laibovith, 849; Bilodeau vs Berthiaume, 848; Boucher vs Matteau, 849; Brunet vs Dussault, 847; Desjardins vs Prud'homme, 849; Desmarais vs Chartrand, 849; Fraser vs Audet dit Lapointe, 849; Goulet vs Gendron, 850; Grose vs Brittain, 847; Juillet vs Berthiaume, 848; Marcotte vs Leclair, 850; Martineau vs Martineau, 859; Rondeau vs Dubuque, 847; Valiquet vs Stevens, 848; Willard vs Duffey, 849.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD:—Dmes Boislard vs Vallières, 848; Delorme vs Lambert, 847; Leblanc vs Dupuis, 850; Ruhlman vs Loschy, 848; Houle vs Dme Auger, 847.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices, etc., 833.

ORDER IN COUNCIL:—Stock Transfer Act, 862.

ANNUAL GENERAL MEETING:—The Napierville Junction Railway Company, 850.

SPECIAL GENERAL MEETING:—Joliette and Brandon Railway Company, 846.

PRIVATE BILLS, P. Q.:—Notices respecting the:—Legislative Assembly, 844; Legislative Council, 843.

FARMERS' CLUB DISSOLVED:—Parish of Saint-Hilaire, 839.

FARMERS' CLUB:—Formation of:—Municipality of the village of Asbestos, 862.

INSOLVENTS:—Bailly (Dme) 861; Bernier, 862; Bonnin (Dme), 851; Bouchard dit Lebel, 860; Bulger, 859; Michaud, 860; Duchesnes, 860; Godin, 861; Lafrance, 861; Lamoureux, 851; Levesque, 860; Malouf, 861; Plamondon, 860; Poisson & Co., 851; Sauvé, 861; The Empire Home Furnishing Co., 851; Trudeau, 851; Turgeon, 860.

LETTERS PATENT:—The Dominion Prospecting and Mining Co., 862; The Sainte Rose Social Club, 839; Tobin Store Coy, 838.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Application to annex or to erect in the municipality of Papineau No. 462, of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, county of Ottawa, 802; Township Taché, county of Chicoutimi, 840; Coupalville, 840; Several lots of Saint-Albert de Warwick to Saint-Valère de Bulstrode, county of Arthabaska, 840; Several lots of Sainte-Elizabeth to Saint-Thomas, county of Joliette, 840; Several lots of Saint-Charles de Mandeville to Saint-Didace, county of Maskinongé, 839; Mékinac, 803; Municipality Lynch to L'Ascension, county of Montcalm, 840; Sainte-Mélanie to Grand Rang, county of Joliette, 803.

APPOINTMENTS:—Auditor, 834.
Commissioner to receive affidavits, 834.
Justices of the peace in virtue of article 2572, 834.
Justices of the peace:—Beauce, 833; Montreal, 833; Ottawa, 833; Saint-François, 833; Saguenay, 833.

Percepteur du revenu :— Lac Saint-Jean-Ouest, 834 ; Lac Saint-Jean-Est, 834.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— En faveur de Jos. Adélarde Lemire, 861 ; in favor of John Fair, 841.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—En faveur de Emile Martial Chapdelaine, 799.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 837 ; Division d'enregistrement, comté de Rimouski, 835.

RÈGLE DE COUR : — Dme Handfield vs Geoffrion, 852.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 841.

VENTES PAR LICITATION : — Gagnon (Dme) vs Delorme, 853.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Reed vs Loomis, 853.

CHICOUTIMI :—Asselin vs Tremblay, 853.

MONTMAGNY :— Arbour vs Picard, 854.

MONTREAL : — Guertin vs Trépanier, 855 ; Lalonde vs Angell, 856 ; Lambert vs Charbonneau, 855 ; Ross vs Fair, 856.

OTTAWA : — Frappier vs Dme Birabin et al, 857 ; Kelly vs McLean et al, 857.

QUÉBEC : — Dion vs Matte et al, 858 ; La cité de Québec vs Dorion, 858.

SAINT-FRANÇOIS : — Gendreau vs Viens & Savard, 859 ; McManamy vs Côté, 860.

Provincial revenue collectors :—Lake Saint John West, 834 ; Lake Saint John East, 834.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— In favor of Jos. Adélarde Lemire, 861 ; in favor of John Fair, 841.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — In favor of Emile Martial Chapdelaine, 799.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 837 ; Registration division, county of Rimouski, 835.

RULE OF COURT :—Dme Handfield vs Geoffrion, 852.

SALE OF TIMBER LIMITS, 841.

SALES BY LICITATION :—Gagnon (Dme) vs Delorme, 853.

SHERIFFS' SALES.

ARTHABASKA :—Reed vs Loomis, 853.

CHICOUTIMI :—Asselin vs Tremblay, 853.

MONTMAGNY :— Arbour vs Picard, 854.

MONTREAL : — Guertin vs Trépanier, 855 ; Lalonde vs Angell, 856 ; Lambert vs Charbonneau, 855 ; Ross vs Fair, 856.

OTTAWA : — Frappier vs Dme Birabin et al, 857 ; Kelly vs McLean et al, 857.

QUEBEC : — Dion vs Matte et al, 858 ; The city Quebec vs Dorion, 858.

SAINT FRANCIS : — Gendreau vs Viens & Savard, 859 ; McManamy vs Côté, 860.

